



MESSE EN MÉMOIRE DES VICTIMES DU 31 DÉCEMBRE

L'Épiscopat catholique fait monter la pression

L'Épiscopat congolais a annoncé vendredi, au cours d'un culte spécial à la Cathédrale Notre-Dame de Kinshasa, que désormais le 31 décembre « resterait dans l'histoire comme le jour des martyrs de l'accord de la Saint-Sylvestre ». Au cours d'un office religieux à forte consonance politique organisé en mémoire des victimes de la marche interdite du 31 dé-

cembre réprimée par la police, les fidèles ont été invités à bannir la peur et à barrer la route à tous ceux qui tentent de confisquer le pouvoir par la force au détriment du souverain primaire. L'Église, ainsi que l'a martelé le porte-parole de l'Épiscopat catholique, est bien dans son rôle et continuera à appeler les Congolais à se mobiliser.

Page 3



Les diplomates et les opposants lors de la messe en mémoire des victimes du 31 décembre 2017, à Kinshasa, le 12 janvier

MARCHE IMPROVISÉE DU 12 JANVIER

Vital Kamerhe décline toute responsabilité



Vital Kamerhe

Le président de l'UNC rejette l'accusation de la police le faisant passer pour instigateur de la manifestation improvisée à la fin de la célébration eucharistique du 12 janvier, à la Cathédrale Notre-Dame de Kinshasa, en mémoire des victimes du 31 décembre. L'opposant qui s'exprimait devant la presse quelques heures après la dispersion énergique des manifestants par la police, plaide non coupable et met

tout ce qui était arrivé sur le compte de l'inattendu, de la spontanéité, car personne ne pouvait prévoir ce qui allait arriver. « *La flamme qui s'est allumée continue. C'est à nous maintenant les politiques de prendre le relais* », a-t-il déclaré. Les gens, dit-il, étaient libres d'exprimer leur joie après avoir entendu le message plein de patriotisme prêché à l'église.

Page 4

PRODUITS PÉTROLIERS

L'essence doublement taxée dans le centre de la RDC

À Mbuji-Mayi, le prix du litre devrait sensiblement augmenter au cours des prochaines semaines. L'Association des pétroliers indépendants du Kasai Oriental a mis en garde contre un terrible effet d'entraînement sur les frais de transport et les produits de consommation courante. Ce qui contribue à exercer une nouvelle pression sur les prix intérieurs à leur niveau le plus haut. Totalement enclavée, la ville diamantifère survit grâce à l'acheminement régulier des vivres frais par la voie ferroviaire à partir des riches provinces voisines. D'où l'intérêt de continuer à sensibiliser les autorités politico-économiques au sort de la population du centre du pays.

Page 5



Un pompiste approvisionnant un client

VIE ET MŒURS

Mourir à Kinshasa, ça revient très cher

Inondations, violences politiques, choléra, etc., les événements tragiques qui endeuillent Kinshasa en ce début d'année 2018 rappellent le coût écrasant des obsèques et des cérémonies de deuil pour des familles sans grands moyens, soumises à cette forte tradition de la société congolaise. Morgue, exposition du corps au funérarium, inhumation, accueil du clan élargi: la facture peut s'élever jusqu'à 2 500 dollars dans une capitale où un Congolais moyen touche entre 100 et 150 dollars par mois. Certaines langues invitent à une réflexion profonde allant jusqu'à « proposer l'incinération » des corps, moins coûteuse, « bien que cela risque de choquer de nombreux Congolais ».

Page 3

ÉDITORIAL

«Pays de merde ...»

Le moins que l'on puisse dire est que la formule utilisée en fin de semaine dernière par le président des Etats-Unis, Donald Trump, pour désigner les pays africains et Tahiti a soulevé à travers le monde, et tout particulièrement en Afrique, une vague qui n'est pas près de disparaître. Elle témoigne, en effet, d'une dérive personnelle - car, bien sûr, les Américains ne sont en rien concernés dans leur grande majorité par ce délire verbal - qui porte en elle deux terribles menaces : la première est celle d'une rupture au moins temporaire entre la première puissance mondiale et le continent africain; la seconde est celle d'une relance, aux Etats-Unis même, du racisme anti-noir prôné par le Ku Klux Klan qui a bloqué pendant longtemps l'évolution du pays vers la liberté et l'égalité.

Alors que, jusqu' à présent, les Etats-Unis apparaissaient comme l'un des piliers les plus sûrs de la paix mondiale - même s'il leur arrivait, comme ce fut le cas en Irak, de commettre de graves erreurs - voici que, soudain, l' «Oncle Sam» devient un acteur instable de la communauté internationale et menace de ce fait l'ordre qui s'était établi non sans mal à l'échelle planétaire ces trente dernières années. Venant après les menaces proférées contre la Corée du Nord, la remise en question de l'accord sur le nucléaire en Iran, le déplacement annoncé de l'ambassade américaine vers Jérusalem, le mépris affiché par Donald Trump pour l'Afrique et les Africains réveille, sur les cinq continents et pas seulement chez nous, de mauvais, très mauvais souvenirs. Plus grave encore, il menace de détruire d'un coup le climat de confiance que son prédécesseur, Barack Obama, avait su créer.

Le peuple américain ayant prouvé dans sa grande majorité son attachement aux principes fondamentaux de la démocratie - la liberté, l'égalité, le respect de l'autre, la fraternité - il ne fait aucun doute pour nous qu'il manifesterait très vite et très fort son rejet des propos tenus par sa plus haute autorité. Ce rejet ira-t-il jusqu'au départ de Donald Trump de la Maison-Blanche grâce à la procédure de l' «impeachment»? Il est trop tôt pour le dire même si les indices allant dans ce sens s'accumulent au fil des heures. Mais ce que l'on peut tenir d'ores et déjà pour certain est que le choc tout à la fois national et planétaire provoqué par cette dérive verbale prendra, dans les jours à venir, une dimension, une ampleur sans précédent.

Les Dépêches de Brazzaville

INONDATIONS MEURTRIÈRES À KINSHASA

Le gouvernement au chevet des sinistrés

Après le recensement et l'identification des sites touchés par les pluies diluviennes qui se sont abattues sur la capitale, l'exécutif national a remis, le 11 janvier sur le Boulevard triomphal, plusieurs lots de produits de première intervention au gouvernement provincial au profit des familles victimes.

A la tête d'une forte délégation gouvernementale, le vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur, Emmanuel Ramazani Shadari, a procédé à la remise symbolique d'un lot de biens de première nécessité aux sinistrés. Près de cinquante familles ont été touchées et endeuillées par les pluies torrentielles des 3 et 4 janvier, qui ont fauché la vie de plus de quarante personnes sans compter d'énormes dégâts matériels. L'aide ainsi apportée va permettre au gouvernement provincial de Kinshasa d'assister ces familles sinistrées qui ont presque tout perdu.

Au total seize camions de gros tonnages ont transporté cette assistance gouvernementale composée des biens vivres et non vivres, à savoir du savon, sacs de riz, gobelets, marmites, mousses, gourdes, habits, huiles, sucres, etc., sans oublier des objets classiques et médicaments.

C'est le vice-gouverneur de la ville de Kinshasa, Clément Bafina, qui a réceptionné cette aide au nom du gouverneur de la ville, André Kimbuta. A son tour, le vice-gouverneur remettra cette assistance aux bourgmestres des communes sinistrées qui ont été présents à la cérémonie de remise de ce lot des vivres. Quant à la distribution, elle sera faite par les autorités municipales dans leurs communes respectives, sous la surveillance de la Police nationale. Ramazani Shadari a recommandé fermement à la commission ministérielle ad hoc et au gouvernement provincial de faire parvenir cette aide aux premiers bénéficiaires, à savoir les sinistrés. « Ceci est un geste symbolique du gouvernement aux familles sinistrées. Gare aux mauvaises langues! Aux bourg-

mestres concernés, je vous demande d'en faire bon usage. », a-t-il prévenu.

La délégation gouvernementale et les invités ont visité les camions installés sur place afin de se rassurer de la qualité des produits qui seront remis aux concernés. Plusieurs ministres ont été présents à cette cérémonie, notamment Ingele Ifoto de l'En-



La délégation gouvernementale lors de la remise des vivres et non vivres aux sinistrés

ergie, Musemena de l'Enseignement primaire et secondaire, Jean-Pierre Lisanga Bonganga des Relations avec le parlement, Azarias Ruberwa de la Décentralisation, Joseph Koko Niange de l'Urbanisme et habitat, Félix Kabange Numbi de l'Aménagement du territoire et rénovation de la ville, Chantal Safu du Genre, famille et enfant, Steve Mbikayi de l'Enseignement supérieur et universitaire, Maguy Rwakabuba de la Jeunesse et initiation à la nouvelle citoyenneté,

Aline Nzuzi

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE-

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions :
Clotilde Ibara

Secrétaire des rédactions adjoint :

Christian Brice Elion
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,
Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nounou
Service Société : Parfait Wilfried Dou-niama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Jean Kodila
Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampou-

la (chef de service), Yvette Reine Nzaba,

Josiane Mambou Loukoula,
Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

ÉDITION DU SAMEDI :

Meryll Mezath
(Rédactrice en chef), Duryl Emilia Gankama,
Josiane Mambou Loukoula

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,
Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordnatrice, Relations publiques :
Adrienne Londole
Chef de service publicité :
Rodrigue Ongagna

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Commercial Brazzaville : Errhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville :
Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelélé Ngon

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

iCoordonnateur Général : Rachyld Badila
Coordonnateur Adjoint du suivi des Services Généraux : Jules César Olebi
Chef de section électricité et froid :
Siméon Ntsayouolo
Chef de section transport: Jean Bruno Ndokagnia
Assistante : Sylvia Addhas
DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)
Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines :
Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Gues-

so, immeuble Les Manguiers (Mpila),
Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émile Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

KINSHASA

Mourir, ça revient très cher

Inondations, violences politiques, choléra..., les événements tragiques qui endeuillent la capitale de la RDC en ce début d'année 2018 rappellent le coût écrasant des obsèques et des cérémonies de deuil pour des familles sans grands moyens, soumises à cette forte tradition de la société congolaise.

Morgue, exposition du corps au funérarium, inhumation, accueil du clan élargi: la facture peut s'élever jusqu'à 2 500 dollars à Kinshasa, où un employé de supermarché touche entre 100 et 150 dollars par mois, 200 dollars en moyenne pour un fonctionnaire.

La famille de José Fataki porte le deuil de son parent, tué en marge de la marche des catholiques du 31 décembre 2017 contre le pouvoir. Les proches de ce modeste chauffeur de taxi-moto ont déboursé 620 dollars pour l'exposition du corps dans un funérarium, installé sous un chapiteau à côté d'une salle des fêtes, selon son neveu, Éric Fataki, avocat. «La salle nous a coûté 520 dollars», confirme Martine Mujinga, sœur de Julie, décédée de maladie et dont le corps est exposé dans une salle voisine.

«Pour chaque corps exposé, l'État prélève 20 dollars», précise à l'AFP le gestionnaire de la salle dans la commune populaire de Matete.

Avec des centaines de deuils par jour, les salles de fêtes qui servent de funérarium représentent une activité prospère dans la capitale aux dix millions d'habitants: «À Kinshasa, plus de 800 salles sont répertoriées», indique à l'AFP le ministre provincial des Finances, Guy Matondo. On y organise aussi des activités plus joyeuses: mariages, conférences, concerts.

Le parcours du combattant commence à la morgue. Benoît Kulube, fonctionnaire à la retraite, affirme avoir déboursé plus d'une



Des membres d'une famille éplorée devant un cercueil

centaine de dollars pour la conservation du corps de son fils de 17 ans, décédé en tout début d'année de l'épidémie de choléra qui touche Kinshasa. C'est un cercle vicieux: le corps est conservé à la morgue, le temps que la famille réunisse de l'argent pour les obsèques, par exemple, auprès de membres de la diaspora en Europe, si elle en a. Pour embaumer le corps, une pratique en vogue à Kinshasa, M. Kulube a payé de surcroît 50 dollars, sans oublier l'achat d'habits neufs pour le défunt.

«Proposer l'incinération»

Vient ensuite le choix du cercueil, avec

des entrées de gamme à 250 dollars, jusqu'à plus de 1000 dollars. Pour José Fataki, sa famille a acheté un cercueil de 700 dollars. «C'est grâce à l'assistance des autorités de la ville de Kinshasa, de

l'église, des cotisations des membres de la famille», explique le neveu et avocat Éric. Ce n'est pas fini. Le coût du transport du corps de la morgue au funérarium, puis au cimetière, s'élève entre 100 et 500 dollars. Le fonctionnaire à la retraite a préféré louer un véhicule ordinaire pour 22 dollars à la place d'un corbillard «hors de portée» de sa bourse.

Du funérarium au cimetière, les familles louent aussi des bus pour transporter les membres du clan et des amis qui viennent en nombre au deuil. Pendant la veillée mortuaire et les jours qui précèdent l'en-

terrement, voire après, la famille du défunt doit nourrir ses invités, ajoute M. Kulube, le fonctionnaire à la retraite. «C'est la coutume. Ils participent aussi financièrement aux frais». Sauf les intrus qui viennent pour manger et boire à l'oeil, après avoir lu les communiqués nécrologiques du jour: «La plupart de ceux qui viennent ne connaissent le trépassé ni de près ni de loin (...). Pour eux, il n'y a pas de honte à être pique-assiette, quelles que soient les circonstances», s'insurgeait en 2015 l'ex-journaliste Tsitenghe Lubabu sur le site de Jeune Afrique.

L'enterrement n'est pas donné non plus: 150 dollars pour un espace au cimetière, 100 dollars aux fossoyeurs, plus une taxe obligatoire versée à la garde républicaine de 15 000 francs (10 dollars), récite le fonctionnaire à la retraite qui va inhumier son fils. Les autorités de Kinshasa ont fait savoir qu'elles avaient distribué des aides aux familles des 44 personnes mortes dans les inondations du 4 janvier. On évoque la somme de 2000 dollars par personne dans l'entourage du gouverneur de Kinshasa.

Interrogé par l'AFP, un spécialiste de l'histoire des mentalités, le député Zacharie Bababaswe, estime qu'il est temps «d'engager une réflexion approfondie» face à une culture traditionnelle du peuple Kongo, tribu du sud-ouest de la RDC, qui consiste «à économiser de l'argent pour des obsèques en fanfare plutôt que de cotiser pour des soins médicaux». Il suggère que la réflexion aille jusqu'à «proposer l'incinération» des corps, moins coûteuse, «bien que cela risque de choquer de nombreux Congolais»

AFP

MESSE EN MÉMOIRE DES VICTIMES DU 31 DÉCEMBRE

L'Épiscopat catholique fait monter la pression

L'Épiscopat congolais a annoncé, le 12 janvier, au cours d'un culte spécial à la cathédrale Notre-Dame de Kinshasa, que désormais le 31 décembre «resterait dans l'histoire comme le jour des martyrs de l'accord de la Saint-Sylvestre».

Jamais la cathédrale Notre-Dame du Congo n'a connu une affluence aussi grandiose pour une messe comme celle du 12 janvier. La ferveur religieuse avait ponctué cet office spécial convoqué par l'Épiscopat pour célébrer la mémoire des victimes de la manifestation du 31 décembre 2017. L'église, assez exiguë pour contenir la masse des fidèles présents, était débordée. La présence des diplomates étrangers, de la représentante des États-Unis, du secrétaire du nonce apostolique ainsi que de quelques opposants (Martin Fayulu, Félix Tshisekedi, Vital Kamerhe et autres) avait donné une connotation particulière à cet office certes religieux mais à forte résonance politique. Le cardinal Laurent Monsengwo, en froid actuellement avec les autorités du pays à cause de ses derniers propos qualifiés d'attentatoires au pouvoir établi, a laissé



Les diplomates et les opposants lors de la messe en mémoire des victimes mobiliser.

le soin à l'un de ses auxiliaires de dire l'homélie, se contentant juste de diriger la messe. Les interventions de différents membres du clergé ayant ponctué cet office religieux ont été interrompues à plusieurs reprises par des salves d'applaudissements d'une assistance approuvant tout à la ligne. De quoi donner des ailes aux prélats catholiques qui, depuis la répression de la marche catholique du 31 décembre, ont le verbe haut. L'Église, ainsi que l'a martelé le porte-parole de l'Épiscopat catholique dans son intervention, «était dans son rôle et continuerait à appeler les Congolais à se

mobiliser». L'abbé Donatien Nshole, qui a fait soulever la salle, relayait par là un message des évêques catholiques, plus que jamais déterminés à barrer la route à ceux qui voudraient confisquer le pouvoir. Mais le temps fort de cette messe, animée dans un climat tendu, a été l'homélie dite par l'évêque auxiliaire Donatien Bafuidinsoni qui a eu des mots justes pour traduire les aspirations d'une assistance chauffée à blanc. «Si nous avons perdu un frère, une sœur, nous avons gagné des héros, des vrais, parce qu'ils ont mêlé leur sang à celui de tous ceux qui sont morts pour

l'alternance au pouvoir, gage de la démocratie», a-t-il déclaré. Tonnerre d'applaudissements.

Nouvelle scène de violence

Alors que pour le gouvernement il n'y a pas eu de morts le 31 décembre 2017 en rapport direct avec la marche des catholiques, Mgr Donatien Bafuidinsoni et tous ceux qui se sont relayés sur la chaire ont égrené le nom des six victimes de la répression policière ayant caractérisé cette manifestation. Il a aussi annoncé que désormais, le 31 décembre «resterait dans l'histoire comme le jour des martyrs de l'accord de la Saint-Sylvestre».

Alors que la messe tendait vers sa fin, des chants hostiles au régime fusaient de l'extérieur et devenaient de plus en plus audibles au fur et à mesure. La police tenta en vain de calmer la ferveur des fidèles auxquels se sont joints des militants des partis politiques et autres badauds. C'est dans cette euphorie que le culte s'est terminé et, dans la foule, quelques leaders politiques de l'opposition, escortés par des partisans hystériques, ont improvisé une procession, prenant de court les forces de l'ordre. En un temps deux mouvements, les opposants Vital Kamerhe de l'UNC,

Jean Claude Mvuemba du MPCR et Félix Tshisekedi de l'UDPS, accompagnés de leurs militants scandant des slogans hostiles au pouvoir, se sont retrouvés hors des périmètres de l'église, revallant à pas feutrés le boulevard ex-24 novembre.

Ce qui a pris les allures d'une marche improvisée, occasionnant un embouteillage sans précédent, a été arrêté à mi-chemin, au niveau de la maison communale après interposition d'une jeep de la police. Face à une foule devenue incontrôlable, la police a eu recours au gaz lacrymogène et aux tirs de sommation. «À la demande pacifique de la police de se disperser, les manifestants ont répondu par des jets de pierre. Dans l'impératif de rétablir l'ordre public, les forces de l'ordre ont été amenées à les disperser à coup de gaz lacrymogènes», explique le colonel Mwanamputu, le porte-parole de la police.

C'est dans la confusion et la panique généralisée qu'a pris fin cette marche improvisée avec, à la clé, «deux blessés légers, dont l'un aux pieds et l'autre à la hauteur de son nez», à en croire le bilan dressé par la police.

Alain Diasso

MARCHE IMPROVISÉE DU 12 JANVIER

Vital Kamerhe décline toute responsabilité

Le président de l'UNC rejette l'accusation de la police le passant pour instigateur de la manifestation improvisée à la fin de la célébration eucharistique du 12 janvier, à la cathédrale Notre-Dame de Kinshasa, en mémoire des victimes du 31 décembre.

Vital Kamerhe est l'un des opposants les plus cités dans les dérapages ayant émaillé la messe du 12 janvier à la cathédrale Notre-Dame organisée par le clergé catholique, en mémoire des victimes de la répression de la marche des catholiques du 31 décembre 2017. La version policière des faits le présente comme instigateur de la marche improvisée à la fin du culte et qui a perturbé l'ordre public pendant de longues heures. Le porte-parole de la police qui l'a cité nommément s'est dit étonné de voir le président de l'UNC chercher à prendre un bain de foule à la sortie de l'église, se faisant suivre par un groupe de



Vital Kamerhe

partisans hystériques qui, apparemment, ne semblaient écouter que la voix de leur propre conscience, laissant créditer la thèse d'un projet prémédité. Le leader de l'UNC, pour sa part, plaide non coupable et met tout ce qui était arrivé sur le compte

de l'inattendu, de la spontanéité, car personne ne pouvait prévoir ce qui allait arriver. « La spontanéité par définition ne se prévoit pas. Si le peuple décide d'être content ou d'accueillir un message de Dieu spontanément, ni la police ni

le chef de l'État ou qui que ce soit ne peut l'empêcher. Les gens étaient contents du message qui a été prêché : l'amour, la vérité, la justice, la tolérance », a-t-il laissé entendre à la presse, quelques heures après la dispersion de la population par la police. Et de poursuivre : « Nous avons quitté glorieusement et avec joie l'église Notre-Dame pour marcher, parce que les routes ne sont pas faites seulement pour les véhicules. Il y a les piétons qui peuvent marcher et tout le monde peut marcher sans perturber l'ordre public. Donc, nous étions en train d'exprimer à la fois notre colère de voir que notre pays est gouverné comme il l'est, notre peuple paupérisé, et nous disons donc que la lutte continue. La flamme qui s'est allumée continue. C'est à nous maintenant les politiques de prendre le relais ».

À ceux qui pensent que lui et ses pairs de l'opposition font de la

récupération en s'appuyant sur les actions de l'Église catholique pour dissimuler leur faiblesse à changer la donne politique, le leader de l'UNC dit ne pas être gêné par cette manière de présenter les choses. « Nous n'avons pas de honte à dire que nous récupérons le message de Dieu pour le distribuer à toutes ses brebis à travers le pays. Il n'y a pas meilleure union que celle à travers l'Église. Maintenant que nous avons commencé à avoir une unité solide et indéfectible par la grâce de Dieu, pourquoi pas ! ». a-t-il réagi. Enfin, cet acteur politique légitime l'action des princes de l'Église qui sont, d'après lui, dans leur mission telle que prévu dans le Droit canon, c'est-à-dire « là où la population est opprimée, l'Église ne doit pas se taire ».

Alain Diasso

MINES

Le réveil économique mondial impactera l'activité

Un domaine en vogue comme la construction des voitures électriques (plus 12 % en un an) peut booster de 20 à 30 % le volume des exportations minières congolaises. Pour de nombreux experts, la RDC peut profiter réellement de la décrispation des cours des matières premières. Cette perspective intéressante a poussé les décideurs politiques à revoir à la hausse la fiscalité minière.

La RDC est bien partie pour une reprise de l'économie nationale après la dégradation des fondamentaux économiques dans la seconde moitié de l'année 2015. Pour la Banque mondiale (BM), la montée en puissance de la production des voitures électriques de plus en plus performantes ouvre effectivement des nouvelles perspectives pour les quinze prochaines années. En effet, ces véhicules prévus pour 2019 auront besoin de quatre fois plus de cuivre, si l'on compare avec les besoins pour la production d'une voiture normale ou traditionnelle. Par ailleurs, il y aura aussi un besoin plus important de cobalt. Or, la RDC produit au moins 80 % de ce minerai à l'échelle mondiale.

Chiffres

Les statistiques font état d'une tonne de cuivre négociée à 7 000 dollars américains en janvier 2018, contre 4 000 dollars. Quant au cobalt, une tonne de minerai est vendue à 70 000 au cours de la même période, contre 20 000 dollars. Cette remontée des cours porte l'espoir d'une relance de l'économie nationale. L'on parle même

d'une évolution positive de la demande chinoise en métaux. Certains experts conditionnent aussi la concrétisation de la remontée des cours par la reprise de la demande chinoise. Pour eux, il est crucial d'accompagner ce changement par une profonde réflexion sur les dispositions à prendre pour profiter suffisamment de la période de vaches grasses.

Plus de contrôle et plus de recettes

Le pays devrait s'attendre à des rentrées fiscales de l'ordre de 5 milliards de dollars américains au cours de l'exercice 2018, représentant les 30 % de chiffres d'affaires ponctionnés des recettes d'exportation qui se situeront dans la fourchette de 12 à 16 milliards de dollars américains. La montée des cours des matières premières donne des appétits aux décideurs congolais. Outre les mines, il y a aussi le baril de pétrole qui doit atteindre les 56 dollars américains en 2018 (contre 53 dollars) à la suite de l'augmentation constante de la demande. Certes, des accords entre exportateurs ont permis d'arriver à ces résultats encourageants. Pour être en mesure d'aider le Trésor public à accéder à ces recettes minières, des voix s'élèvent parmi les experts pour exiger un renforcement de l'expertise congolaise en matière de contrôle des produits miniers à l'exportation. Le gouvernement central semble bien avoir anticipé en initiant la révision du Code minier de 2002 après un bras de fer avec les miniers peu favorables à des changements dans ce domaine.

Laurent Essolomwa



LE COURRIER DE KINSHASA

www.lesdepechesdebrazzaville.com

BON PLAN!

RECRUTEMENT



Distribuez nos produits & Gagnez de l'argent

FILLES JEUNES ET DYNAMIQUES rejoignez notre équipe marketing

+243.856.43.6723

immeuble ex FORESCOM, 1er niveau
Avenue des Douanes n°4
Kinshasa, Gombe - RDC

DÉFENSE

Militaires et civils formés à la gestion des problèmes sécuritaires

Les autorités congolaises ont ouvert, le 12 janvier à Kinshasa, une session de formation des cadres civils et militaires dans la gestion des problèmes sécuritaires, une expérience inédite en République démocratique du Congo (RDC) où les services de sécurité sont souvent accusés de violer les droits de l'Homme.



Les participants lors de la session de formation / photo DR

La formation intervient alors que la situation politique et sécuritaire est très tendue en RDC en raison du maintien au pouvoir du président Joseph Kabila, au-delà de son dernier mandat qui s'est achevé le 20 décembre 2016. Selon les autorités, cinquante-cinq participants venus des différentes institutions - présidence, parlement, police, la puissante Agence nationale de renseignements, ministères - seront ainsi formés lors d'une première session spéciale par le tout nouveau Collège de hautes études de stratégie et de défense de la RDC.

Cette session spéciale vise à doter ces hauts cadres civils et de l'armée d'une «connaissance approfondie en matière de défense

et sécurité», a expliqué le général-major Gédéon Kibonge-Mulongu, commandant du collège. «Les auditeurs doivent développer des visions à moyen et long terme permettant de motiver les options d'application stratégique dans le domaine de la politique, de défense et de sécurité», a dit l'officier lors d'une cérémonie officielle. Il s'agit de les «armer scientifiquement et professionnellement afin de s'adapter de façon globale à la gestion complexe qu'entourent les questions de défense et de sécurité sur le plan national», a-t-il ajouté.

En associant les civils aux militaires, les autorités sont convaincues que «la question de la paix et de la sécurité n'est pas réservée

qu'aux seuls militaires, mais c'est une affaire de tous», comme l'a déclaré le ministre de la Défense congolais Crispin Atama. Les forces de sécurité congolaises sont régulièrement accusées par des organisations nationales et internationales ainsi que par l'opposition de violations des droits de l'Homme.

Créé en janvier 2016, le Collège de hautes études de stratégie et de défense relève de l'autorité du chef d'état-major général des armées de la RDC. Géant de l'Afrique centrale, la RDC a été ravagée par deux guerres entre 1996 et 2003. Sa partie orientale est en proie à des violences armées depuis plus de vingt ans.

AFP

PRODUITS PÉTROLIERS

L'essence doublement taxée dans le centre de la RDC

À Mbuji-Mayi, le prix du litre devrait sensiblement augmenter au cours des prochaines semaines. L'Association des pétroliers indépendants du Kasai Oriental (Apikor) a mis en garde contre un terrible effet d'entraînement sur les frais de transport et les produits de consommation courante.

Totalement enclavée, la ville diamantifère survit grâce à l'acheminement régulier des vivres frais par la voie ferroviaire à partir des riches provinces voisines.

Dans une déclaration à la presse, l'Apikor a déploré le phénomène de double taxation des produits. En effet, ces produits pétroliers sont taxés à la fois au lieu d'achat et à l'intérieur de la RDC par la douane congolaise. Si l'on présente déjà Mbuji-Mayi comme une ville cher, cette situation contribue à exercer une nouvelle pression sur les prix intérieurs à leur niveau le plus haut. Par ailleurs, les membres de l'Apikor ont protesté contre la procédure de scellage et de consignation

provisoire des produits en provenance de Dilolo, un territoire de la nouvelle province du Lualaba, par les agents douaniers dès l'entrée de la ville du diamant.

Il faut craindre que ces pratiques déstabilisent un peu plus le marché local et mettent les portefeuilles des habitants de la ville à rude épreuve. Il existe des endroits dans le pays où le carburant arrive par avion. Cette situation a créé une pression sur le prix du litre qui se négocie au prix fort, partant de quatre à dix dollars américains. D'où l'intérêt de continuer à sensibiliser les autorités politico-économiques au sort de la population du centre du pays. Du côté de la Direction générale des douanes et accises, l'on explique que les procédures sont conformes aux dispositions légales en RDC. Les services techniques font le scellage et les saisies dans le strict respect de ces dispositions tirées de l'ordonnance -loi n° 10/002 du 20 août 2010 portant sur le Code des douanes en RDC.

Laurent Essolomwa



LIBRAIRIE LES MANGUIERS

LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

Un **Espace de Vente**



Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE
(africaine, française et italienne,
Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.







Un **Espace culturel** Pour vos **Manifestations** :

Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.

Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Gusso
immeuble les Manguiers (Mpila),
Brazzaville République du Congo

Horaires d'ouverture:
Du lundi au vendredi (9h-17h)
Samedi (9h-13h)



CHRONIQUE

La Foire internationale de Kaolack (Fika)

La région Kaolack qui s'étend sur 5 357 km², soit environ 3% du territoire national, en plein cœur du Sénégal et qui partage sa frontière sud avec la République de Gambie, abrite depuis le 28 avril 2016 la Fika qui s'articule durant plus d'une dizaine de jours.

Pour sa troisième édition qui se tiendra du 1er au 14 février prochain, dans l'enceinte du Parc des expositions du complexe « Cœur de ville » de Kaolack, les organisateurs ont mis les petits plats dans les grands car, forts des précédentes éditions, l'on peut aisément apprécier l'expérience et la maturité acquises.

Que devrait-on retenir des éditions précédentes et attendre de la prochaine ?

Il est utile de rappeler que parmi les objectifs de la foire, il s'agissait pour la ville de Kaolack de contribuer au développement économique et social des pays de la zone Uémoa, promouvoir et valoriser les produits et services des terroirs, susciter un cadre de partenariat et d'échanges des acteurs économiques, initier et développer une réflexion stratégique sur la promotion et la valorisation des produits et services.

Force est de constater que depuis, cette heureuse initiative s'est révélée un véritable lieu privilégié d'échanges et de découvertes, qui répond parfaitement à cette ambition de promouvoir la plateforme économique sous-régionale.

La convivialité a encouragé aussi bien les rencontres professionnelles que les festivités des programmes ludiques, pour le plus grand bonheur des exposants qui ont pu améliorer, en ce laps de temps, leurs chiffres d'affaire et dont 98% ont l'intention de revenir pour de la prochaine édition.

Les organisateurs se sont satisfaits ainsi des deux premières éditions, arguant en premier lieu l'acquisition de l'inscription de cet événement à l'agenda économique national.

La seconde édition avait été placée sous le sceau de l'intégration régionale avec pour thème : « Le partenariat Sud-Sud, un enjeu majeur de l'émergence dans l'espace Cédéao », et l'invité d'honneur fut la République fédérale du Nigeria. Si l'on s'est réjoui du bilan provisoire en attendant une évaluation exhaustive, nous sommes informés à titre indicatif que la Fika a accueilli en tout et pour tout pas moins de cinq cent treize exposants, dont soixante-cinq en provenance de pays étrangers (quinze de la Cédéao) et quarante et un institutionnels.

L'impact économique a été pertinent car l'affluence record observée également par, entre autres, le taux de remplissage record des réceptifs hôteliers de la place, boosté sans doute par la présence de diverses délégations de décideurs, conduites notamment par plusieurs ministres en exercice, des anciens Premiers ministres, ambassadeurs accrédités au Sénégal et une vingtaine de maires.

On peut très bien imaginer ce que nous réserve la prochaine édition, avec cette fois-ci l'Indonésie comme pays invité d'honneur, et la célébration de la femme en perspective. Désormais, l'on se bouscule au portillon pour saluer la portée socioéconomique de la Fika.

Ainsi donc, sous la thématique principale du développement et de la sécurisation des échanges économiques dans l'espace Uémoa, la troisième édition se donnera l'ambition légitime de revigorer cet espace à travers une foire commerciale et multisectorielle dont l'activité de marketing sera censée développer des échanges nord/sud, sud/sud et promouvoir les territoires par le biais d'espaces d'exposition spécialisés, un programme culturel et traditionnel, des fora, B to B, etc.

Ce véritable Hub pour la sous-région qui met en relief de multiples secteurs parmi lesquels le commerce, l'artisanat, l'industrie, l'agroalimentaire, le cosmétique, l'agriculture, l'agrobusiness, l'élevage, les TIC, le tourisme, l'économie verte, etc., est un réel défi à soutenir. Souhaitons que nombreux s'y identifient.

Ferréol Gassackys

RÉSOLUTION DES CRISES

«Le G7 plus utile que les autres instances» de dialogue

L'affirmation est du représentant du Premier ministre canadien pour le G7, Peter Boehm, qui a estimé que pour son pays, les sommets de l'instance sont plus importantes pour désamorcer des conflits ou trouver un terrain d'entente au niveau international que d'autres plateformes comme le G20, par exemple.

Au cours d'un entretien avec la presse, le 13 janvier, Peter Boehm a dit que pour avoir participé aux derniers sommets du G7, il a remarqué que les chefs d'Etat et de gouvernement de ce groupe très fermé apprécient particulièrement une enceinte où « une discussion informelle » se tient. Lors des réunions de ce groupe, la liberté de parole est la règle, contrairement au « G20 où il y a un certain nombre d'acteurs différents avec des valeurs et des systèmes politiques différents ». « Et le charme de ces sommets (...) repose sur le dialogue informel entre les dirigeants avec bien sûr des opinions différentes », qui justifient également ces rencontres, a-t-il expliqué.

Autre constat fait par le représentant de Justin Trudeau : « Le tour de table des sept chefs d'Etat ou de gouvernement sert à éprouver des idées, une sorte de terrain d'essai pour une discussion qui pourrait éventuellement aller au G20, devant les Nations unies ou devant

d'autres institutions financières internationales ».

Que ce soient les sommets du G20, du G7 (Etats-Unis, Japon, Allemagne, Royaume-Uni, France, Italie et Canada), ou du G8 avant la sortie en 2014 de la Russie en raison du conflit armé dans l'est de l'Ukraine, toutes les rencontres ont, à intervalles réguliers, été décriées parce qu'elles sont souvent accompagnées de violentes manifestations. C'est pour cela que le Canada, qui assure la présidence du G7 depuis le 1er janvier, a régulièrement demandé la suppression de ces réunions.

Mais, selon le « sherpa » de Justin Trudeau, il est important de réaliser que les responsables de toutes les instances sus-évoquées « aiment avoir un dialogue ouvert et informel ». « Le partage de valeurs fondamentales s'ajoute à la qualité de ces rencontres où les décisions sont prises par consensus, quand elles sont prises », a-t-il affirmé.

Le prochain sommet du G7 se tiendra du 8 au 9 juin à La Malbaie, localité située au bord du fleuve Saint-Laurent au Québec-est. Une occasion qui permettra aux sept chefs d'Etat et de gouvernement de discuter, une nouvelle fois, de la mise en œuvre de l'accord de Paris sur le climat et de sujets connexes sur l'énergie et l'énergie renouvelable en particulier.

Nestor N'Gampoula



Avancez plus vite.
Allez plus loin.

Découvrez des solutions ciblées plus rapides pour votre organisation avec la Banque Commerciale Ecobank.

Des solutions ciblées rapides

Nous vous aiderons à acquiescer des clients et à les servir plus vite grâce à des solutions transactionnelles rapides, offrant :

- Des fonctions de gestion de trésorerie assurant la gestion quotidienne de vos finances
- Des outils de financement du commerce pour vos importations, vos exportations ou vos activités locales (commerciales ou d'approvisionnement)
- Des produits de trésorerie et des opérations de change

Simple d'utilisation

Nous vous aiderons à gérer vos activités sans accroc au moyen de nos offres numériques et de nos solutions en libre-service, en particulier :

- OMNI – notre plateforme spécialement conçue et dédiée aux entreprises vous permettant de réaliser vos transactions, de les suivre et d'avoir une meilleure visibilité de votre trésorerie
- La Banque par Internet Ecobank pour la gestion de vos comptes
- Des outils pour les encaissements (QR Masterpass et mVisa Scanner+Payer – idéaux pour les magasins, terminaux électroniques de paiement, Bank Collect pour les encaissements multiples, etc.)

Prompts à comprendre vos besoins

Nous comprendrons rapidement les besoins de votre organisation et nous soutiendrons vos activités grâce aux moyens suivants :

- Services de conseil proposés par nos Responsables clientèle dédiés
- Possibilité d'adhérer à l'Ecobank Business Club et de bénéficier de services non financiers (qualité de service supérieure, networking, renforcement des capacités, etc.)

Que vous gériez une PME, une grande entreprise locale ou un organisme du secteur public non gouvernemental, parlez à un Chargé de comptes dédié dès aujourd'hui.

Pour en savoir plus, envoyez un mail à CMBCongo@ecobank.com

MÉDIAS

Le CSLC dénonce l'agression des journalistes en 2017

Par la voix de son président, Philippe Mvouo, l'autorité de régulation des médias a vivement condamné l'agression dont ont été victimes les journalistes, le 30 novembre 2017 à Brazzaville.

Le président du Conseil supérieur de la liberté de la communication (CSLC) a fait part de l'indignation de son institution, le 12 janvier à Brazzaville, à l'occasion de la cérémonie de présentation de vœux à la presse. Dans sa communication, Philippe Mvouo a dénoncé l'agression par des inconnus des journalistes, le 30 novembre 2017, pendant qu'ils attendaient un avocat qui devait donner une conférence de presse au compte de son client gardé à vue à la Maison d'arrêt centrale de Brazzaville.

« ...Je vous invite, mesdames et messieurs les journalistes, à déplorer, et pas seulement, à condamner fermement les agressions dont vous êtes victimes (...). L'agression des journalistes est une atteinte contre le quatrième pouvoir, contre le pouvoir d'informer, contre le pouvoir de véri-

té, contre le pouvoir de la justice, somme toute, contre la raison du bon vivre-ensemble dont nous rêvons tous », a déclaré Philippe Mvouo, avant de rassurer les professionnels de l'information et de la communication qu'une enquête policière déterminera les auteurs de ces actes barbares d'une époque révolue. Le président du CSLC a indiqué que la conjoncture financière du pays n'a pas permis à son institution de réaliser, pendant l'année 2017, des activités inscrites à son programme, dont la plus importante était la tenue des assises de la presse. Philippe Mvouo a promis de reconduire ce dernier projet en 2018. Cette fois-ci, a-t-il promis, les professionnels de l'information et de la communication seront entièrement responsabilisés.

Abordant le point relatif à l'encadrement des journalistes, le président du CSLC a noté que cette année, il se fera suivant une méthodologie pédagogique fondée sur le triptyque : éduquer par les médias ; éduquer les médias et éduquer aux médias.

Par ailleurs, Philippe Mvouo a re-

connu que l'accès des partis politiques, des syndicats, des associations et des citoyens aux médias publics est devenu une réalité, ne serait-ce qu'en période électorale. « Mais cet accès pose encore problème, parce que l'équité n'est pas respectée. Cette ouverture des médias publics ayant favorisé la reconfiguration et l'élargissement de l'espace public et symbolisé une redistribution du pouvoir politique au sein de notre société par la renégociation de l'accès à la parole entraîne de facto de nouveaux mécanismes de consolidation du processus démocratique », a renchéri le président du CSLC.

En outre, le Conseil a annoncé la révision sous peu des conventions qu'il a eues à signer avec les opérateurs du secteur de télédiffusion, afin de les adapter aux exigences actuelles. Au cours de cette cérémonie de présentation des vœux à la presse, le grand chancelier des ordres nationaux a élevé Philippe Mvouo au grade de commandeur dans l'ordre du mérite congolais.

La Rédaction



Philippe Mvouo délivrant sa communication

GUINÉE EQUATORIALE

Rentrée parlementaire sans l'unique député de l'opposition

Dominé à 99% par le parti présidentiel et sa coalition, le parlement équato-guinéen a été installé, le 13 janvier, sans l'élu de Citoyens pour l'innovation (CI), Jesus Mitogo Mitogo Andeme, qui se trouve en prison depuis le 28 décembre, a-t-on appris de l'opposition guinéenne.

« Comment pouvons-nous être au parlement alors que notre député est détenu », a déclaré Gabriel Nse Obiang, le leader de Citoyens pour l'innovation, le parti de l'opposition qui n'a pas participé à la cérémonie d'ouverture des premières sessions par-

lementaires. « Notre député élu est en prison et bien torturé pour avoir battu campagne, c'est pourquoi le parti a décidé de ne pas être à la cérémonie », a-t-il expliqué.

L'opposition équato-guinéenne avance que Jesus Mitogo Mitogo Andeme a été arrêté avec une cinquantaine de militants mi-décembre, ce que Malabo n'a pas jusqu'à ce jour confirmé. Et les médias publics n'ont pas non plus fait écho de ces arrestations présumées. En ce qui concerne l'ouverture des premières sessions parlementaires, no-

tons que les députés et sénateurs présents ont effectivement prêté serment devant le président Obiang Nguema. A cette occasion, le chef de l'Etat est revenu dans son discours sur les récents événements dans le pays, ceux concernant un coup d'Etat manqué, dont les autorités avaient annoncé, le 3 janvier, l'avoir déjoué. Le président a notamment assuré que cette action a été « promue par les assassins employés au service du terrorisme international organisé depuis l'extérieur avec la complicité d'un groupe de

marionnettes qui considèrent la Guinée Equatoriale comme un gâteau qui doit satisfaire leurs ambitions ».

Pour les dirigeants équato-guinéens, un groupe de mercenaires étrangers avait voulu, le 24 décembre, attaquer le président Obiang Nguema, qui se trouvait dans son palais de Koete Mongomo, à une cinquantaine de kilomètres du carrefour des trois frontières entre le Gabon, la Guinée Equatoriale et le Cameroun. « La stratégie » de la tentative de coup d'Etat a été organi-

sée « sur le territoire français », avait déclaré, le 10 janvier, Agapito Mba Mokuy, ministre équato-guinéen des Affaires étrangères, précisant que cela n'avait « rien avoir avec le gouvernement français ».

Le 2 janvier, le président Obiang Nguema, qui dirige le pays depuis 1979, avait dénoncé une guerre en préparation contre son régime. « Ils disent que j'ai passé beaucoup de temps au pouvoir », avait-il déclaré, sans citer les instigateurs présumés du putsch.

Nestor N'Gampoula



SALARIÉS

Début des cours de la promotion 2018 -2019 au cours du soir à la fin du mois de janvier 2018 en :

- 3^e année bachelor ;
- Masters (MBA, MRH, MCG, MQHSE, MMO, MCLS, ...).

Diplômes français

NB : Dernières inscriptions avant la clôture définitive.

Tel : 06 638 85 87 ; 04 43 148 27 E-mails : escicinfo2013@gmail.com / escicinfo2013@escic-cg.com ; Site : www.escic-cg.com

Même à L'INTERIEUR
DE VOTRE MAISON,
profitez de la MEILLEURE
CONNEXION INTERNET

Composez *121*4#



airtel
internet



1GB
1000FCFA



INTERNET
PERFORMANT
MÊME DANS
LA MAISON

AFRIQUE-MONDE

Vague de réactions aux écarts de langage de Donald Trump

Tout comme l'Union africaine, plusieurs pays du monde, institutions internationales et individualités ont vivement réagi contre les propos du président américain, Donald Trump, à l'encontre des nations africaines et de Haïti qu'il a qualifiés de « pays de merde » dans des propos relayés par les médias.

La colère des pays africains s'illustre par des déclarations officielles, sur les réseaux sociaux et par des gestes diplomatiques.

Au Sénégal, le président Macky Sall s'est dit choqué et a condamné vigoureusement les propos de Trump : « L'Afrique et la race noire méritent le respect et la considération de tous... », écrit-il, un désaveu que le Sénégal a signifié à l'ambassadeur américain à Dakar.

Le Botswana a notamment annoncé avoir également convoqué l'ambassadeur des Etats-Unis pour lui faire part de son mécontentement. « Nous considérons que les propos de l'actuel président américain

sont hautement irresponsables, répréhensibles et racistes », a estimé le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué.

A l'ONU, les ambassadeurs du groupe africain ont exigé le 12 janvier, dans un communiqué au langage très fort, « rétractation » et « excuses » au président américain Donald Trump. « Le groupe des ambassadeurs africains à l'ONU est extrêmement choqué et condamne fermement les remarques scandaleuses, racistes et xénophobes du président des Etats-Unis telles que rapportées par les médias », a déclaré la représentante du Ghana.

Le groupe s'est montré inquiet de la tendance continue et grandissante de l'administration américaine vis-à-vis de l'Afrique et des personnes d'origine africaine à dénigrer le continent et les gens de couleur.

Au Soudan du Sud, le gouvernement, parle, par ailleurs, de « déclaration scandaleuse ». Quant au Togo, pays africain

ayant soutenu la reconnaissance, par les Etats-Unis, de Jérusalem comme capitale, l'opposition a levé le ton et s'insurge contre la dérive verbale du chef de l'exécutif américain.

Au Haïti, la déclaration du président américain a immédiatement suscité l'indignation, la colère de la population qui, révoltée, a passé les insultes en créole ou en anglais à l'encontre de Donald Trump, sur les réseaux sociaux. Du côté officiel, le gouvernement haïtien condamne avec la plus grande fermeté ces « propos odieux et abjects » qui seraient le reflet d'une vision « simpliste et raciste ».

Racisme et hypocrisie

« Il s'agit de commentaires choquants et honteux de la part du président des Etats-Unis. Désolé, mais il n'y a pas d'autres mots que raciste », a déclaré le porte-parole du Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme, Rupert Colville, lors d'un point de presse à Genève.

Membre du Congrès, le démocrate Luis Gutierrez a réagi en déclarant : « Nous pouvons dire maintenant avec 100 % de certitude que le président est un raciste qui ne partage pas les valeurs inscrites dans notre Constitution ». Le ton est le même du côté du sénateur démocrate Richard Blumenthal, qui a jugé les propos de Trump « de racisme latent. Le plus odieux et insidieux racisme qui se fait passer pour une politique d'immigration ». Le représentant républicain de la Floride, Carlos Curbelo, a estimé qu'il n'était « acceptable dans aucune circonstance de dégrader, dénigrer ou de déshumaniser les migrants ».

En Afrique du Sud, le parti au pouvoir, le Congrès national africain, a qualifié les propos de Trump d'« extrêmement offensants » alors qu'Ateny Wek Ateny, porte-parole du président du Soudan du Sud, a qualifié ces déclarations de « scandaleuses ».

Au Nigeria aussi, beaucoup

ont écrit sur Twitter que leur pays était bien « un pays de merde », mais que c'est « notre pays de merde » et qu'il ne revient donc à personne d'autre le droit de le qualifier de la sorte.

Pour sa part, l'ancien ministre français de la Culture, Jacques Lang, a exprimé sur les réseaux sociaux « un cri de révolte ». Il n'a pas mâché les mots pour dénoncer en ces termes les propos tenus par Donald Trump.

« J'ai envie qu'on dise dans le monde entier : « président de merde », comme un cri de ralliement contre ce personnage humiliant et offensant », a insisté le président de l'Institut du monde arabe, précisant que « ce qui m'a motivé, c'est d'entendre ce type chaque heure, chaque jour, dire n'importe quoi, insulter ».

Selon Jack Lang, Donald Trump est « un xénophobe et un raciste maladif. C'est indigne de l'Amérique, grand pays de liberté, de grandes aventures d'émancipation ».

La Rédaction

Home Sweet HOME

SOLDES 60% de réduction sur tous les articles

Tout doit disparaître !!!

- Linge de maison - Art de table - Decoration

Ustensiles de cuisine, Electroménagers... autres

Adresse immeuble ARC, Brazzaville / Tel. 06 930 30 37

NÉCROLOGIE



MM. Georges Mabona, Antoine Tsambou, Narcisse Omolo et le Pr Hervé Iloki ont la douleur d'informer :

- la famille Etokabeka et les parents du village Bokouélé ;
- la famille du village Mokonda ;
- la famille Bouka et les parents du village Iboho ;
- la famille Etemabeka et les parents du village Liboka ;
- les parents et amis de Brazzaville du décès du colonel Célestin Vite Calvet Obsou, survenu le 5 janvier 2018 à l'hôpital de Talangaï.

La levée de corps aura lieu mardi 16 janvier 2018 à 9 heures, à la morgue municipale de Brazzaville. L'inhumation interviendra le mercredi 17 janvier à Bokouélé.

La veillée se tient au domicile du défunt, rue Oyènzet, n° 96 à Ngamakosso Brazzaville, arrêt des bus « Ecole ».

IN MEMORIAM

13 Janvier 2009- 13 Janvier 2018, cela fait neuf ans qu'il a plu à Dieu d'arracher à l'affection des siens, Doudou Servais Mouala. En cette date commémorative de sa disparition, nous implorons la Divine miséricorde pour que son âme repose en paix et qu'a jamais brille l'étoile d'une vie éternelle. Il reste toujours présent dans nos cœurs. A tous ceux qui l'ont connu, nous vous demandons d'avoir une pensée pieuse en sa mémoire.



Groupe de la Banque mondiale
BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DEVELOPPEMENT
ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOPPEMENT
SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE
AGENCE MULTILATÉRALE DE GARANTIE DES INVESTISSEMENTS
CENTRE INTERNATIONAL POUR LE REGLEMENT DE DIFFÉRENDS RELATIFS AUX INVESTISSEMENTS

1818 H Street N.W.
MSN C 4-404
Washington, D.C. 20433
U.S.A.

(202) 473-1118
Adresse télégraphique : BIRD
Adresse télégraphique : AID
Fax : (202) 522-2088

**AVIS DE SOLlicitation À MANIFESTATION D'INTERET
ENTREPRENEURS DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION
BUREAU DE LA BANQUE MONDIALE, BRAZZAVILLE, REPUBLIQUE DU CONGO
REI NO.18-0150**

Le groupe de la Banque mondiale (GBM) lance un appel à manifestation d'intérêt pour les travaux de construction du bureau de la Banque mondiale à Brazzaville, en République du Congo.

L'objectif de développement du projet comprend, sans limitation aucune, la construction d'un nouveau complexe de 800 m² et des travaux d'aménagements des bureaux de la GBM, situés au Boulevard Denis Sassou Nguesso, Brazzaville. Le site couvre une superficie totale de 1.622,55m². Le projet comporte trois phases :

1. Phase de démolition des structures existantes (aire d'environ 6500 m²), transport des débris de démolition, et assainissement du site.
2. Phase de construction d'un nouveau complexe administratif en béton (avec salles de conférence, aires d'accueil, espace de restauration du personnel, parking), aménagement paysager, et aménagement de l'ensemble du site accompagné d'un corps de garde avec garde-fous (poterne) conforme aux exigences en matière de sécurité et aux directives de conception du GBM.
3. Phase d'aménagement d'intérieur : travaux de construction et de finition intérieurs (sols, plafonds, cloisons, portes cadres, etc.), électrification, ventilation, climatisation, installation de systèmes anti-incendie, de sanitaires, de plomberie, de sécurité, TI, systèmes d'AV et divers.

La date limite des soumissions est le 24 janvier 2018 (15h heure locale de Brazzaville, Congo).

Pour être considérées éligibles, les entrepreneurs doivent remplir les conditions obligatoires présentées sur le site internet de Passations de marché (Corporate Procurement) dans la rubrique des appels d'offres. Pour accéder à ce site web, suivez les instructions ci-après :

Allez sur www.worldbank.org

En bas, Sous "FOR PARTNERS", Cliquez sur "Corporate Procurement"

Sous "Business Opportunities"

Cliquez sur "Administrative Procurement", puis lancez une recherche pour REI 18-0150

Pour plus d'informations, veuillez contacter M. Chayut Mathurapote via email à cmathurapote@worldbank.org



KACC recherche pour son client, leader mondial dans les contenus culturels et les médias, un(e) Technicien(ne) Projectionniste.

Basé(e) à Pointe-Noire, sous la responsabilité du Responsable de salle cinéma, vous assurez la projection en salle de cinéma de contenus culturels et médias.

Principales missions :

- Réaliser le montage et la projection de programmes cinématographiques (bande-annonce, publicités, films, ...).
- Organiser la projection selon les règles de sécurité des Etablissements recevant du Public - ERP - et les impératifs de programmation des salles de cinéma.
- Suivi des relations avec les prestataires, les fournisseurs, les administrations concernées et les partenaires.
- Réceptionner et contrôler les colis de films, et vérifier l'état général des copies, les quantités, format son, ...
- Effectuer l'entretien et la maintenance du matériel de projection.

Le projectionniste devra être polyvalent sur le site et assister l'ensemble de l'équipe en fonction des besoins tels que définis par le responsable de salle.

Prérequis :

- Vous êtes titulaire d'un CAP d'opérateur projectionniste de cinéma ou formation en projection numérique (ou qualification acquise par l'expérience)
- Une expérience au sein d'un groupe international du secteur culturel est un plus

Expérience, formation et qualités exigées :

- Dynamisme, organisation et rigueur
- Maîtrise du Français, parlé et écrit
- Maîtrise des outils informatiques indispensables

Et si c'était vous ?

Envoyez votre candidature (CV + lettre de motivation) sous la référence 2018-TPRO-KACC à l'adresse suivante : carriere@kac-congo.com

Date limite de dépôt de candidature : le 25 janvier 2018

Les candidatures incomplètes seront automatiquement écartées du processus.



KACC recherche pour son client, leader mondial dans les contenus culturels et les médias, un(e) Responsable de salle de cinéma et de spectacles.

Basé(e) à Pointe-Noire, vous déployez et mettez en œuvre la programmation des activités événementielles et assurez la bonne gestion de la salle de cinéma et de spectacles.

Principales missions :

- Encadrer, former et gérer une équipe d'environ 6 personnes au quotidien (organisation du travail, horaires de travail et suivi de leurs activités)
- Organiser l'accueil du public
- Gérer les relations avec les prestataires, les fournisseurs, les administrations concernées et les partenaires
- Responsable de la sécurité des personnes et des biens et s'assure à tout moment de l'application des règles de sécurité et du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité
- Mettre en œuvre la programmation (cinéma et événementiel) et la communication telles que définies par le Groupe.
- Assurer le reporting et l'interface avec le Groupe

Le responsable de salle devra être polyvalent sur le site afin d'assurer le bon déroulement des séances de projections.

Prérequis :

- Vous êtes titulaire d'un BAC+4 ou 5 en commerce, marketing, finance, gestion ou équivalent
- Vous avez une expérience de 5 ans dont une significative en management, gestion d'équipe et gestion financière, et une expérience dans l'événementiel
- Une expérience au sein d'un groupe international du secteur culturel est un plus

Expérience, formation et qualités exigées :

- 5 ans d'expérience professionnelle dont une expérience de management, de gestion d'équipe et de gestion financière, et une expérience dans l'événementiel
- Dynamisme, organisation et rigueur
- Management opérationnel, leadership, communication, négociation, persuasion, créativité
- Maîtrise du Français et de l'anglais, lu, écrit et parlé,
- Maîtrise des outils bureautiques indispensables (Office)

Et si c'était vous ?

Envoyez votre candidature (CV + lettre de motivation) sous la référence 2018-RSS-KACC à l'adresse suivante : carriere@kac-congo.com

Date limite de dépôt de candidature : le 25 janvier 2018

Les candidatures incomplètes seront automatiquement écartées du processus.

DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

La mairie de Brazzaville promeut l'agriculture urbaine

L'initiative consiste à cultiver les jardins à l'intérieur ou aux alentours de la ville, afin de mieux fournir à la population des légumes et fruits frais.

La municipalité de Brazzaville projette d'initier périodiquement des foires agricoles et maraîchères pour encourager les maraîchers et jardiniers citadins. Le sujet a été au cœur d'une rencontre, le 11 janvier, entre le nouveau maire de Brazzaville, Christian Roger Okemba, et la représentante résidente de l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO), Suze Percy Philippini.

Cette idée géniale de promouvoir l'agriculture urbaine a été nourrie récemment par le maire Christian Roger Okemba, dès son retour d'Espagne, où il venait de participer à une conférence internationale des maires sur les « villes vertes ». C'est une forme de culture qui peut être pratiquée sur des toits, dans des cours, des potagers partagés, des espaces publics.

Par exemple, les légumes ayant un cycle de production court (certains pouvant être récoltés dans les soixante jours suivant la plantation) sont parfaitement adaptés à l'agriculture urbaine. Les jardins peuvent être quinze fois plus productifs que les exploitations des zones rurales.

« Je pense que c'est un es-



Les deux personnalités visitant quelques pépinières

pace de démonstration pour tout le monde. L'idée est qu'à travers l'installation même des bacs à ordures, on peut faire du maraîchage. Il y a aussi la possibilité d'utiliser les pneus usés pour faire des jardins et maraîchages », a expliqué la représentante de la FAO après la visite de quelques pépinières.

L'agence onusienne est justement l'un des principaux promoteurs de villes vertes à travers le monde. L'échange entre les deux personnalités a surtout porté sur la façon de lancer une bonne collaboration dans ce domaine, afin de pouvoir accompagner les Brazzavillois qui souhaitent produire dans des espaces publics.

La FAO milite à faire en sorte que la pratique devienne une activité économique en mi-

lieu urbain, intégrée dans les stratégies locales de développement agricole. Dans cette optique, elle aide les autorités municipales à optimiser leurs politiques, à promouvoir des services en faveur de l'agriculture urbaine et périurbaine et à améliorer la production, la transformation et la commercialisation.

« La FAO est disponible pour soutenir la mairie de Brazzaville, en apportant des contenus (...) Puisqu'au cours de notre rencontre, nous avons aussi parlé de la nécessité d'établir un canal de partage d'information entre la mairie et la population, entre la mairie et la FAO », a rassuré Suze Percy Philippini.

Fiacre Kombo

FONDS BLEU

Le représentant de l'Angola reçu par Arlette Soudan-Nonault

Pedro Samuel a échangé avec la ministre du Tourisme et de l'environnement, Arlette Soudan-Nonault, coordinatrice de la Commission climat du Bassin du Congo, le 12 janvier à Brazzaville.



La délégation angolaise s'entretenant avec la ministre Arlette Soudan-Nonault

Nommé en décembre dernier point focal de l'Angola pour le Fonds bleu par le président Joao Lourenço, Pedro Samuel a été présenté à la coordinatrice de la Commission climat du Bassin du Congo par le deuxième secrétaire près l'ambassade d'Angola au Congo, accompagné du directeur de cabinet du commissaire de l'Union africaine.

Les deux parties ont abordé, entre autres, la question sur l'opérationnalisation de la commission Climat sur le Bassin du Congo. A ce sujet, Pedro Samuel pense qu'« en premier lieu ce qui doit être fait, c'est la mise en place

d'un comité de suivi ». Il s'est dit satisfait de la participation de son pays à l'initiative du président de la République du Congo, Denis Sassou N'Guesso. « Mon pays a participé à la signature du mémorandum d'Oyo sur la création du Fonds bleu. Le pays est engagé par la voix de son président, je pense qu'il y aura de fonds pour la participation et la contribution pour faire avancer le Fonds bleu », a indiqué le représentant angolais.

Précisons que Pedro Samuel a été président du Conseil d'administration du Fonds national du développement en Angola.

Rosalie Bindika

RÉINSERTION DES EX-COMBATTANTS

Le Congo peut compter sur l'appui des Nations unies

En visite de travail à Brazzaville, le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies pour l'Afrique centrale, François Lounceny Fall, a assuré le haut-commissaire à la réinsertion des ex-combattants, Euloge Landry Kolelas, de l'appui de son institution pour la réinsertion des Ninjas Nsiloulous.

L'accord de cessez-le-feu et de cessation des hostilités dans le département du Pool, signé le 23 décembre 2017 à Kinkala, entre le gouvernement congolais et les représentants de Frédéric Bintsamou « Pasteur Ntoumi », a été vivement salué par la communauté internationale. C'est dans le but d'appuyer les autorités congolaises dans son application et la mise en place du programme de désarmement, démobilisation et réinsertion des ex-combattants qu'une délégation conduite par le représentant spécial du secrétaire général des Nations



Euloge Landry Kolelas s'entretenant avec François Lounceny Fall/Adiac

unies pour l'Afrique centrale a séjourné à Brazzaville du 12 au 14 janvier.

« Avec l'accord de cessation

des hostilités au niveau du Pool, qui est pour nous une base juridique, cela nous a permis de déclencher le processus avec le système des

Nations unies afin de mettre rapidement en place le programme de démobilisation, désarmement et réinsertion socioéconomique des Nin-

jas Nsiloulous. Je crois que le train est parti, le travail commence, nous allons travailler d'arrache-pied pour vite mettre en place ce programme », a indiqué le ministre délégué, Euloge Landry Kolelas, annonçant l'organisation des ateliers de formation sous peu.

Selon lui, les Nations unies sont décidées à accompagner le Congo dans ce processus visant la pacification du département du Pool en proie souvent à des conflits armés. « Nous sommes ravis, parce que le gouvernement congolais avait fait une requête dans ce sens en demandant l'appui du système des Nations unies pour mettre en place ce programme. La réponse a été favorable et immédiate, ce qui justifie la venue du représentant du secrétaire général en Afrique centrale. Il est venu pour que nous parlions du contour de ce programme et je crois que cela promet de bonnes choses », a-t-il assuré.

Parfait Wilfried Douniama

PAIX DANS LE POOL

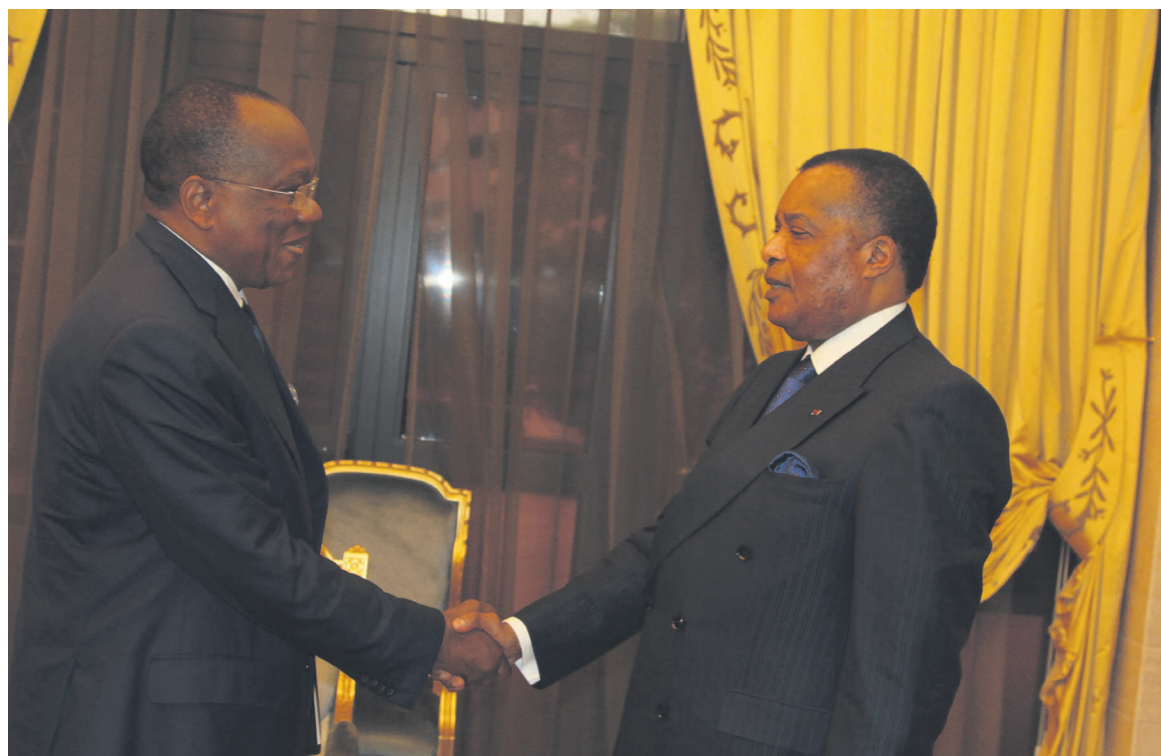
Un spécialiste en DDR de l'ONU attendu à Brazzaville

Les Nations unies vont accompagner le processus de paix dans le département du Pool, notamment à travers l'envoi d'un expert en désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR), a indiqué le 13 janvier à Brazzaville, le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU en Afrique centrale, François Lounceny Fall, à l'issue d'une audience avec le chef de l'Etat congolais, Denis Sassou N'Guesso.

« J'ai annoncé au président de la République la décision des Nations unies d'accompagner ce processus de paix par l'envoi d'un expert en matière de DDR. Cet expert va arriver dans les très prochains jours ici pour accompagner les autorités congolaises dans la mise en œuvre de cet accord politique », a déclaré François Lounceny Fall.

Le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU en Afrique central a salué l'accord de cessez-le-feu et de cessation des hostilités dans le Pool conclu, le 23 décembre dernier, entre les représentants du gouvernement et du pasteur Ntoumi. Cet accord recommande au pasteur Ntoumi de faciliter le ramassage des armes détenues par les ex-combattants ninjas et la libre circulation des trains, des personnes et des biens dans le Pool.

Le gouvernement, quant à lui, est tenu de mettre en place une commission ad hoc mixte et paritaire pour veiller à la poursuite



Le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU en Afrique centrale lors de l'audience avec le chef de l'Etat congolais

du processus de paix, de veiller à l'application stricte de cet accord, de garantir l'allègement progressif du dispositif militaire sous le

contrôle de la commission ad hoc mixte paritaire dans les zones de conflits, de réinstaller la population dans les localités d'origine,

d'organiser le processus DDR des ex-combattants.

Le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU pour

l'Afrique centrale s'est, en outre, félicité de l'annonce faite par le chef de l'Etat congolais dans son message sur l'état de nation, concernant la tenue courant premier trimestre de l'année en cours, du procès des personnes en détention pour « trouble à l'ordre public ou atteinte à la sûreté de l'Etat ».

Les deux personnalités ont, par ailleurs, évoqué les situations prévalant en Guinée Equatoriale à la suite du coup d'Etat manqué, en Libye, en République démocratique du Congo, en République centrafricaine et au Sahel.

« Nous avons demandé au président de la République, en sa qualité de grand leader de la région, de continuer comme il le fait si bien avec la Libye, d'œuvrer de tout son poids pour que l'équilibre au sein de la Cémac puisse être maintenu et que les acquis sous-régionaux soient préservés », a signifié François Lounceny Fall.

Christian Brice Elion

IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

Un outil industriel performant rapide.

OFFSET
NUMÉRIQUE
SÉRIGRAPHIE
PELLICULAGE
DOS CARRÉ COLLÉ
CONCEPTION GRAPHIQUE





UNE LARGE GAMME DE PRODUITS

Journaux



Magazines



Chemises à rabat



Cartes de visite



Livres



Calendriers



Flyers, Affiches



PRESSE

Quotidiens
Hebdomadaires
Mensuels
Numéros spéciaux...

OFFSET

Chemises à rabat
Magazines
Livres
Dépliants
Documents administratifs
Calendriers
Flyers
Affiches
Divers

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317
imp.bc@adiac-congo.com

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo

SANTÉ PUBLIQUE

Des mesures prises contre l'épidémie de la grippe

Au nom du gouvernement, la ministre de la Santé et de la population, Jacqueline Lydia Mikolo, a défini les actions à mener pour résorber l'épidémie qui, depuis quelques jours, a atteint un pic élevé à travers le pays.



La ministre de la Santé et de la population lades, embrassades et poignées de mains.

La particularité épidémiologique de la grippe, cette année, est une forme de résurgence de la grippe humaine pandémique de 2009 et l'émergence de la lignée Victoria (Influenza B), très peu connue dans le pays, selon la ministre de la Santé et de la population. « Il est donc clair que la population congolaise est très peu protégée, immunitairement parlant, contre ces deux souches grippales », a-t-elle déclaré, avant d'ajouter notamment de la surveillance épidémiologique, de la vulgarisation des mesures d'hygiène personnelle et collective, de la prise en charge gratuite des cas et des mesures promotionnelles. Par ailleurs, couvrir la bouche et le nez quand on tousse ou éternue, se laver les mains après avoir toussé et s'être mouché, éviter les acco-

S'agissant de ce pic épidémique, l'analyse des échantillons a permis de caractériser, à l'origine, deux souches grippales : influenza B, notamment la lignée Victoria (environ 70% des souches positives), influenza A, H&N pandémique (2009). Les relevés épidémiologiques réalisés depuis 2009 au Congo montrent que le type B (influenza B) circulait déjà en 2013 dans des proportions très limitées. En revanche, la souche saisonnière H3N2, prédominait dans cette période jusqu'à l'année dernière. Aujourd'hui, les campagnes d'information et de sensibilisation ont été lancées sur l'ensemble du territoire depuis le 12 du mois en cours.

Rominique Makaya

INTERVIEW

Léonidas Mottom Mamoni : « Guy Brice Parfait Kolelas est député de la majorité présidentielle »

Dans une interview exclusive accordée aux Dépêches de Brazzaville, le deuxième questeur de l'Assemblée nationale et député de Ouessou 2, Léonidas Mottom Mamoni, réagissant à l'intervention du député de Kinkala 2, Guy Brice Parfait Kolelas, sur RFI le 10 janvier, a précisé que ce dernier est un député de la majorité présidentielle, étant élu sous cette bannière pour le compte du Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral (MCDDI), en 2012. Mottom Mamoni a également abordé les questions liées à l'actualité nationale.

Les Dépêches de Brazzaville (L.D.B.): Comment appréciez-vous l'interview du député Guy Brice Parfait Kolelas sur RFI ?

Léonidas Mottom Mamoni

(L.M.M.) : Certaines déclarations qu'il a faites sur RFI m'ont étonné, notamment quand il a abordé la question sur la présidentielle de mars 2016. En effet, il a été le seul candidat malheureux à avoir reconnu la victoire de Denis Sassou N'Guesso après la proclamation des résultats. Il avait appelé au calme les militants de son parti qui étaient prêts à organiser des actions publiques de protestation des résultats. J'avais salué cette attitude républicaine. Cependant, son changement d'avis, le 10 janvier sur RFI, m'a surpris. D'ailleurs, si nous poussons la réflexion un peu plus loin, le député Guy Brice Parfait Kolelas a été élu en 2012 sous le label du MCDDI, l'un des partis de la majorité présidentielle. En tenant compte du fait que les dernières élections législatives n'ont pas pu être organisées dans la deuxième circonscription de Kinkala, on le

considère toujours comme député du MCDDI et non de l'Union des démocrates humanistes (Udh-Yuki), la formation politique qu'il vient de créer peu avant les législatives de 2017.

L.D.B. : Quel commentaire faites-vous du message à la nation du chef de l'Etat devant le parlement réuni en congrès, le 30 décembre dernier ?

L.M.M. : Ce message du président de la République redonne l'espoir aux Congolais dans cette période de crise financière mondiale. Je pense que Denis Sassou N'Guesso a pris la mesure de la situation et a proposé des pistes de solutions. Il est, pour l'heure, à mon avis, le meilleur coach de l'action publique. Maintenant, il est question pour les animateurs des différentes structures de gestion de l'Etat de prendre la relève pour la mise en œuvre des propositions faites par le président de la République dans son message à la nation. Je veux insister sur le combat contre les antivaleurs lancé par le chef de l'Etat dans son adresse. Ce n'est pas un combat des jeunes contre les vieux,

parce que les vices on les trouve chez toutes les générations. Vous connaissez, autant que moi, que plusieurs dirigeants politiques congolais de la génération du président de la République ne sont pas souvent impliqués dans les scandales financiers, moins encore dans l'érection des châteaux de luxe. De ce fait, parmi les moyens d'éradiquer les antivaleurs, il y a le renforcement des pouvoirs judiciaire et parlementaire. Le chef de l'Etat l'a reconnu dans son message quand il a demandé au procureur de la République d'interpeller les personnes soupçonnées dans les malversations financières et au parlement d'initier des enquêtes parlementaires.

L.D.B. : L'accord de cessez-le-feu et de cessation des hostilités dans le Pool fait polémique aujourd'hui, comment l'avez-vous accueilli ?

L.M.M. : Cet accord ne devait pas faire objet de polémiques. Je salue sa signature, parce que la population du Pool a trop souffert. De plus, la paix dans le Pool a des conséquences positives sur l'économie nationale dans



la mesure où cet accord permettra le retour de la paix dans cette partie du pays et en même temps le retour des activités économiques, à savoir la réouverture du CFCO ; le redémarrage des travaux de la route Ngambari-Mindouli ; la relance des travaux de la cimenterie de Mindouli et le renforcement de la circulation sur la route commerciale Brazzaville-Pointe-Noire. Voilà pourquoi, les Congolais attendent la mise sur pied de la Commission ad hoc prévue dans cet accord.

L.D.B. : Les discussions avec le FMI piétinent parce que le Congo, selon certaines langues, cache une bonne partie de sa

dette. Le parlement a-t-il interpellé le gouvernement à ce sujet ?

L.M.M. : Le parlement y pense. Je ne suis pas sûr que le gouvernement ait caché une partie de la dette congolaise. Dès l'instant où le président de la République a accepté d'ouvrir les discussions avec le FMI, cela montre la volonté de notre pays de conclure un programme avec cette institution financière internationale. Je suis optimiste que les choses vont bien se passer, parce que le Premier ministre et le ministre des Finances informent régulièrement le parlement de l'évolution de ce dossier. Cependant, lorsqu'on aura signé avec le FMI, les Congolais devront changer leurs attitudes dans la gouvernance publique. Je pense que c'est ce qui est plus important ; pour que nous ne retomptions pas dans les erreurs du passé. Je profite de cette question sur l'économie nationale pour dire qu'il est nécessaire de créer des conditions pour que les Congolais investissent dans leur pays. C'est une façon d'élargir l'assiette fiscale et de créer des emplois. Dans le même ordre d'idées, notre pays devrait créer des emplois formels pour tuer le secteur informel qui prend le dessus sur notre économie.

Propos recueillis par Roger Ngombé

LE FAIT DU JOUR

Ayant perdu son meilleur ennemi...

En politique, les batailles les plus feroches sont quelque fois aussi une affaire de génération. Peut-être même très souvent. Le Zimbabwe en fournit un exemple patent. Avec le retrait de la vie politique du père de l'indépendance, Robert Gabriel Mugabe, le 21 novembre dernier, son opposant historique, Morgan Richard Tsvangirai, perdait tout bonnement son ennemi intime. Celui avec qui il a polémique pendant près de vingt ans, car c'est bien en 1999 que le syndicaliste professionnel a lancé le Mouvement pour le changement démocratique (MDC), son parti politique. Et commencé sérieusement, si on peut dire, à poser des problèmes au vétéran de la lutte de libération de l'ancienne Rhodésie du Sud.

Morgan Tsvangirai n'a pas l'âge du vieux Bob, 94 ans, mais les vicissitudes de la vie l'ont diminué physiquement, et en même temps émoussé son activité politique. Il envisage désormais de passer la main. À 66 ans, il ne va plus combattre comme il l'a fait durant les deux dernières décennies, moyennant tout de même une récompense qu'il peut mettre au compte de sa pugnacité. De février 2009 à septembre 2013, il a exercé les fonctions de Premier ministre de son pays, au terme d'un processus électoral heurté entre son camp et celui du chef de l'Etat. Le gouvernement d'union nationale dont il a conduit les

destinées eut le mérite de contenir une tempête de violences politiques qui aurait encore lourdement pesé sur le destin d'un Zimbabwe qui en a connu tant.

Il est vrai que si sa santé le permettait vraiment, le leader du MDC n'aurait pas décidé, comme il entend le faire, de « laisser la place à la nouvelle génération ». A vrai dire, le modèle d'alternance survenu dans son pays, avec une transition contrôlée de bout en bout par la Zanu-PF*, au pouvoir depuis le début des années 1980, était de nature à le tenir éloigné des allées du pouvoir. Pas très certain, en effet, que le MDC puisse gagner l'élection présidentielle prévue cette année, dans la mesure où les Zimbabwéens ne semblent pas lier le départ de Robert Mugabe au sort de son parti. L'actuel chef de l'Etat et candidat de la Zanu-PF, Emmerson Mnangagwa, a donc la chance de l'emporter en juillet-août prochain.

Au moins, pour un pays d'un peu plus de 14 millions d'habitants, l'échiquier politique zimbabwéen se construit autour de deux formations majeures, autour desquelles les acteurs défendent assez clairement les valeurs de l'alternance au pouvoir. En raison du préjugé moral d'être le parti de l'indépendance, la Zanu-PF a indubitablement les cartes en main pour encore

durer. Mais, il ne suffit pas pour cela de gagner la prochaine élection. Il lui faudra s'engager à répondre aux demandes multiples de la population, lui servir quelque chose d'autre que la rhétorique anticolonialiste. Ce quelque chose de nostalgique fonctionnait à merveille sous Mugabe, notamment quand son régime était attaqué de l'extérieur par d'anciens colons, mais à vrai dire leurs descendants. Ce quelque chose de nostalgique ne peut plus être une parade aux échecs de la gouvernance présente.

Ce sera donc à peu près sur la performance des actuels-futurs dirigeants du pays, badgés Zanu-PF, que le MDC devra agencer son programme de conquête du pouvoir. Visiblement, cela ne se réalisera pas avec Tsvangirai comme chef de l'opposition. Il a peut-être cessé toute existence politique avec le départ de son redoutable adversaire. Dans ce moment où l'on parle de nouvelle ère au Zimbabwe, y compris par d'anciens fidèles de Robert Mugabe, on imagine que celui ou celle qui prendra la succession de Morgane Tsvangirai aura à cœur, aux côtés d'autres dirigeants, d'inscrire son pays sur la liste des nations du monde où la politique sert aussi à faire rêver le meilleur aux citoyens, à les éduquer contre les violences de toutes sortes.

*Union nationale africaine du Zimbabwe-Front patriotique.

Gankama N'Siah

INTERVIEW

Guylène Ghislaine Rachelle Ondze Mbani: «Nous devons faire preuve de courage et de détermination pour développer notre pays»

La présidente de l'Association initiative d'aide au développement (AIDD), Guylène Ghislaine Rachelle Ondze Mbani, estime que pour envisager le développement du Congo, les jeunes sont appelés à devenir des vrais patriotes, en se réappropriant les valeurs fondamentales qui régissent les lois et règlements de la nation. Entretien.

tion des valeurs fondamentales qui régissent les lois et règlements de la nation congolaise en redevenant des citoyens responsables, honnêtes, donc des vrais patriotes.

L.D.B. : En votre qualité de présidente de l'AIDD, quelle est votre contribution en vue d'appuyer l'Etat en matière d'emploi des jeunes ?

G.G.R.O.M. : Nous devons nous inspirer des modèles de développement des autres pays qui ont fait leur preuve dans ce sens. Le chef de l'Etat a, d'ailleurs, épingle des secteurs comme l'agriculture, l'élevage, la pêche, etc. Investissons-nous pour inciter nos jeunes à être formés et à travailler à long terme.

L.D.B. : Vous organisez, depuis dix ans, le salon entreprise emploi, peut-on avoir une idée du bilan ?

G.G.R.O.M. : Notre bilan est louable combien même beaucoup reste à faire concernant la création des véritables emplois, ce qui est le rôle d'abord de l'Etat, c'est-à-dire des pouvoirs publics, puis des opérateurs économiques. En tant qu'ONG, nous servons de support pour la formation, l'orientation, l'encadrement et le repositionnement des compétences en fonction de l'offre et la demande sur le terrain.

L.D.B. : Votre mot de fin ?

G.G.R.O.M. : Nous, Congolais, devons bannir nos égoïsmes afin de construire et de développer notre pays. Les jeunes doivent s'inspirer du message de fin d'année du président de la République qui rappelle que toute réussite nécessite d'énormes sacrifices. Il s'agit donc de faire preuve de courage et de détermination.

Séverin Ibara



Guylène Ghislaine Rachelle Ondze Mbani

Les Dépêches de Brazzaville (L.D.B.): Comment envisagez-vous accompagner le chef de l'Etat qui prône le changement des mentalités au niveau de la nation et surtout en milieu jeune ? Guylène Ghislaine Rachelle Ondze Mbani (G.G.R.O.M.) : Il y a la conscientisation de la jeunesse sur le civisme, la moralisation, la prise en main de leur destinée, leur avenir, si non la réappropriation

G.G.R.O.M. : Pour notre association, l'emploi constitue une priorité. Réunir toutes les énergies nécessaires pour y faire face par l'accompagnement de la formation, l'orientation et le financement des projets socio-économiques, générateurs de revenus à l'endroit des jeunes.

L.D.B. : Quelle est, selon vous, la voie à suivre pour développer le Congo ?

SPECTACLES

Coupé décalé et musiques urbaines à l'honneur à l'espace Le Continental

Récemment inauguré, l'espace culturel de Mpaka accueillera, le 21 janvier, plusieurs artistes et groupes qui égayeront le public ponténégrin.

Les artistes Spartacus le Sauveur et le groupe les Florilèges sont les principaux invités à la soirée au cours de laquelle le coupé décalé et la musique urbaine seront mis en évidence, des artistes talentueux

culturel par essence, l'espace culturel Le Continental se veut être un sanctuaire attrayant d'expression de l'art scénique pour les passionnés de la musique et les amoureux de la scène. Avec ses

trois cent cinquante places et sa scène pouvant accueillir plus de douze artistes sans oublier son matériel électro-acoustique de pointe, cet espace offre diverses opportunités aux promoteurs de projets de développement culturel dans l'art scénique (musique, théâtre, danse, conte, cinéma, poésie, peinture) mais aussi des moments de loisir et de détente pour les activités récréatives et de réjouissances. L'année 2018 est pour le Continental une année lumière, car ce lieu a l'ambition de devenir l'un des espaces culturels le plus attrayant de Pointe-Noire. Le 31 décembre dernier, le griot ya Vhos et son groupe ainsi que l'humoriste Le bâton ont agrémenté la cérémonie inaugurale de cet espace.

Hervé Brice Mampouya



Les artistes invités au Continental Photos Adiac

qui sont à la quête des producteurs. Ce spectacle est un bon tremplin pour leur savoir-faire. Au cours de cette soirée se produiront aussi sur la scène la Troupe théâtrale du lycée de Mpaka et les groupes de danse contemporaine Danse Bantu et Djo mambu. Lieu d'expression artistique et

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo un acteur économique majeur à vos côtés



* CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



HUMEUR

L'oisiveté des jeunes, un vice pour la société !

Plus les jeunes sont oisifs, plus ils ont tendance à commettre des actes inciviques de toute nature. D'où l'impérieuse nécessité de créer diverses occasions de leur insertion socio-économique et socio-professionnelle. Le constat est que l'oisiveté pousse la jeunesse à se livrer aux actes de viols, de vol et de braquages, bref au banditisme de grand chemin.

Quand ils sont oisifs, les jeunes se constituent en petits groupes et occupent certains lieux aux heures tardives pour réfléchir sur des actions reprochables à mener. Ils visionnent des vidéos portant sur la violence et les horreurs. À Pointe-Noire, par exemple, quand on passe à côté des vendeurs des CD et autres supports musicaux au Grand-marché aux environs de 18 h ou 20 h, on les voit devant des postes téléviseurs pour acclamer tel ou tel pseudo-prédicateur, tel ou tel musicien ou encore tel ou tel acteur d'un film d'horreur jusqu'aux heures tardives. Après, on ne sait pas exactement ce qu'ils feront au milieu de la nuit.

Oui, l'un des moyens pour combattre l'oisiveté des jeunes est la campagne de conscientisation et de moralisation. Mais cela n'est pas suffisant. Car ne dit-on pas que « ventre affamé n'a point d'oreilles »? C'est pourquoi, la piste qui pourrait, nous l'espérons bien, mettre définitivement fin à ce fléau est leur insertion socio-économique et socio-professionnelle. Se trouvant dans cet état, ces jeunes sont prêts à accepter toute mauvaise orientation qui leur est proposée. Ils sont facilement cooptés pour se constituer en petits groupes de malfaiteurs. D'où la nécessité d'ouvrir, dans des quartiers populaires, des ateliers de certains métiers comme la couture, la menuiserie, la coiffure, la mécanique, la cordonnerie, la maçonnerie, la conduite, la plomberie, la sérigraphie, la décoration qui sont, d'une part, une vraie et saine occupation pour ces jeunes et, d'autre part, les préparent à leur auto-prise en charge.

Un habitant du quartier OCH, à Pointe-Noire, éprouve toujours de la peur pour ces jeunes oisifs qui, le plus souvent, occupent les bords des rails aux heures tardives. « S'ils avaient des occupations saines, ces jeunes rentre- raient chez eux tout fatigués et ne pouvaient plus occuper ces endroits à ces heures-là. C'est parce qu'ils ne font rien le jour qu'ils commettent des gaffes la nuit », s'indigne cet homme.

Parmi les maux susceptibles de gâcher la vie d'un jeune, estiment de nombreux observateurs, il y a l'oisiveté. Un jeune oisif est plus enclin à poser des actes de vandalisme que de bienséance. « L'oisiveté est la mère de tous les vices », nous apprend un adage populaire. Cela en dit long car dans cette situation, le jeune apprend facilement à causer du tort à autrui.

Il devient urgent que s'ouvrent dans les quartiers populaires de nos villes des ateliers et centres d'apprentissage des métiers qui sont l'un des moyens efficaces pour mettre fin à cette oisiveté qui gagne de plus en plus la jeunesse. Car un jeune trop oisif est une bombe à retardement, capable de participer à n'importe quelle entreprise de destruction sociale.

Faustin Akono

CONCOURS DE LA MEILLEURE COPIE EN LOGISTIQUE ET TRANSPORTS

La deuxième édition prévue en février

L'information a été donnée aux étudiants par l'Association des logisticiens du Congo (ALC), le 11 janvier à Pointe-Noire, au cours d'une assemblée générale.



Dominique Koumou Boulas, au centre, avec des étudiants Crédit photo Adiac

Initié par l'ALC, le concours a entre autres objectifs de valoriser les métiers de la logistique au Congo, détecter les talents parmi les étudiants et les motiver à la recherche de l'excellence. « Aujourd'hui, le niveau des étudiants a baissé. Le secteur de la logistique et transports est devenu très stratégique. Il s'avère donc important d'emmen- ner les étudiants à s'intéresser à ce secteur qui devrait contribuer à la diversification de l'économie de notre pays », a expliqué Dominique Koumou Boulas. Au cours de l'assemblée générale, les étudiants des différents écoles et instituts venus nombreux ont suivi des communications sur les enjeux de la logistique et des transports ainsi que sur le concours de la meilleure copie en logistique et transports. Celles-ci les ont édifiés sur l'importance de la logistique et des trans-

ports et leur ont permis d'avoir des informations nécessaires sur les inscriptions et les conditions de participation à ce concours qui se déroulera simultanément à Brazzaville et à Pointe-Noire. Les lauréats bénéficieront des bourses qui leur permettront de couvrir les frais scolaires de l'année.

Ce concours, a informé Dominique Koumou Boulas, sera couplé aux journées de la logistique qui se tiendront du 16 au 17 février à Brazzaville, sous le patronage du ministre des Transports, de l'aviation civile et de la marine marchande et sous la coordination scientifique du conseiller aux Transports du président de la République. Cet événement auquel prendront aussi part les lauréats de Pointe-Noire comptera, parmi les intervenants, des ministres du pays et des experts internationaux.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

MÉDIAS

Une nouvelle directrice interdépartementale pour Télé Congo Pointe-Noire/Kouilou

Irma Nadège Ikama a été installée dans ses fonctions le 11 janvier par André Ondélé, directeur général de la Télévision nationale congolaise, en remplacement de Pélagie Alice Miassouamana.

L'installation officielle de la nouvelle directrice dans ses fonctions intervient deux mois et demi après sa nomination, le 25 octobre dernier, à la tête de la Télévision nationale Pointe-Noire/Kouilou, couramment appelée Télé Pointe-Noire (TVPN). Au nom du ministre de la Communication et des médias qu'il représentait, André Ondélé a invité Irma Nadège Ikama à respecter la ligne éditoriale de Télé Congo et à veiller à l'ordre au niveau de cette chaîne interdépartementale : « Le ministre ne tolérera aucun désordre sous toutes ses formes. Et si aucun désordre n'est toléré, cela veut dire aussi que tous les dysfonctionnements ne seront pas permis ».

Le directeur général de Télé Congo a félicité Pélagie Alice Miassouamana pour le travail accompli, estimant qu'elle a su marquer de son empreinte le fonctionnement



Irma Nadège Ikama, André Ondélé et Pélagie Alice Miassouamana lors de la cérémonie/ Crédit photo Adiac et la vie de TVPN, avant de souhaiter bon vent à Irma Nadège Ikama. La directrice sortante a remercié le ministre de la Communication et la direction générale de Télé Congo pour la confiance qu'ils lui ont témoignée, en la nommant, il y a deux ans, à la tête de la TVPN. « Je remercie aussi les agents de TVPN qui m'ont accompagnée dans ma mission et je les invite à faire autant pour la nouvelle directrice », a-t-elle dit. Remerciant elle aussi le ministre de la Communication et des médias pour sa nomination, Irma Nadège Ikama a promis

de « respecter strictement la ligne éditoriale de la Télévision congolaise » et a invité les agents de cette structure au travail : « Le travail est ardu. Je sollicite le concours de tous pour que nous puissions atteindre notre objectif. Nous devons travailler. Ma prise de fonction ce jour marque le début d'une nouvelle ère à Télé Pointe-Noire », a-t-elle déclaré. Après la cérémonie de consignes, la TVPN a reçu un important lot de matériel technique offert par le ministère de tutelle en vue de la rénovation de son plateau technique. Ce don remis par le conseiller technique du ministre de la Communication, Martin Songa, est constitué, entre autres, de deux mélangeurs audio, un mélangeur vidéo, deux distributeurs audio, un distributeur vidéo, deux caméras, deux chargeurs de batteries, un ordinateur complet, sept écrans plasma, une tour vidéo de 100 m, une lampe mandarine, un chargeur de console, un micro perche, un triangle, une roulette, deux socles et un lot de câble vidéo.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

FOOTBALL

Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en France (Ligue 2)

France, 20^e journée, 2^e division

Pressenti titulaire, mais finalement remplaçant, Dylan Saint-



Troisième but de la saison pour Dylan Saint-Louis (DR)

Louis réalise une entrée décisive face à Bourg-Péronnas. Lancé à

la 66^e sur le pré, il ouvre le score, à bout portant, à la 80^e et met le Paris FC sur les voies du succès. Son 3^e but de la saison.

Nancy rapporte un point de son déplacement à Niort (0-0). Tobias Badila a joué l'intégralité du match à son poste de latéral gauche. Ryan Bidounga n'était pas dans le groupe.

Sans Exaucé Ngassaki, qui affronte TA Rennes avec la réserve, Brest chute à domicile face à l'AC Ajaccio (2-3).

Sans Bevic Moussiti Oko et Bryan Passi, Le Havre prend un point à Auxerre (1-1).

Malgré l'entrée de Fodé Doré à la 76^e, Clermont ne prend qu'un point chez la lanterne rouge tourangelaise (0-0).

Sans Yann Mabella, Châteauroux prend les trois points à Valenciennes (2-1).

Le Paris FC continue son parcours dans le peloton de tête (5^e avec 37 points), devant Le Havre (6^e avec 35 points), Brest (6^e, 34 points), Châteauroux (8^e, 31 points), Clermont (9^e avec 30 points) et Nancy, 16^e avec 21 points.

Camille Delourme

FAC/GENDARMERIE

Le colonel Gervais Akouangué, nouveau Commandant de la Garde républicaine

Passé par le corps des troupes aéroportées puis de la gendarmerie nationale, après sa formation à l'académie militaire Marien Ngouabi, le colonel Gervais Akouangué est le nouveau Commandant de la Garde républicaine. Il remplace à ce poste le général de brigade, Nianga Ngatsé Mbouala, qu'il secondait en qualité de chef d'état-major jusqu'à sa nomination, le 12 janvier, par décret présidentiel, avec rang et prérogatives de conseiller spécial

du président de la République.

Le colonel Gervais Akouangué a évolué auparavant à la Direction générale de la sécurité présidentielle où il a occupé les fonctions de chef d'état-major du bataillon de protection et de directeur des opérations. Il est diplômé de l'école supérieure des officiers de gendarmerie de France et de l'école de guerre du Maroc, puis de l'Institut des hautes études de dé-

fense nationale de France.

Suivant le décret du 3 janvier portant dissolution de la Maison militaire, au même titre que la Direction générale de la sécurité présidentielle et la Grande chancellerie des ordres nationaux, la Garde républicaine est une structure opérationnelle placée sous l'autorité directe du président de la République.

Les Dépêches de Brazzaville

BRAZZAVILLE

Le second axe de la corniche sera opérationnel en mars

Lancés en mars 2015, les travaux de construction de la route de la case De-Gaulle au pont du Djoué, le long de la corniche du fleuve Congo, prendront fin au mois de mars prochain. Elle améliorera la desserte des quartiers Makélékélé et Bacongo.

Le ministre chargé des Grands travaux, Jean Jacques Bouya, et son homologue des Affaires foncières, Pierre Mabila, ont visité le chantier le 13 janvier. « Les travaux seront achevés en février. Cependant, avant son inauguration au mois de mars, on doit d'abord poser les garde-côtes pour protéger la circulation », a indiqué Jean Jacques Bouya. Le point de chute de cette voie longue de 5km 200, tel que configuré au départ, provoquera, d'après les techniciens, des embouteillages entre l'avenue de l'OUA et Fulbert-Youlou. Ainsi,

pour désengorger cette zone, une reconfiguration est en étude avec l'accompagnement de l'Agence française de développement.

Celle-ci prévoit la construction d'un échangeur qui chutera sur Djoué. Ce futur chantier qui fera l'objet d'un nouvel appel d'offres, pourra démarrer, a rassuré le ministre de l'Aménagement du territoire, avec les dix milliards FCFA environ qui ressortent du premier contrat avec la société Razel, dont le montant s'élève à plus de quarante-sept milliards FCFA.

En dehors de la corniche, 6 km de voiries de proximité sont construits pour assurer le désenclavement des quartiers avoisinants. A cela s'ajoute 1km 400 de collecteurs avec des voiries parallèles.

En dehors de la route de la corniche, les deux ministres ont également visité le siège du parlement en construction depuis huit mois, grâce à un don du gouvernement chinois d'un mon-

tant qui n'est pas dévoilé. Ici, beaucoup reste à faire. Car en dehors des deux chambres du parlement où les fondations sont réalisées à 30%, d'autres édifices seront aussi érigés. Il s'agit notamment des salles des commissions permanentes et auxiliaires, de la salle de banquet et celle de la presse, d'un hémicycle de cinq cents places, etc. La fin des travaux est prévue pour avril 2020.

Le chantier du Centre national de géomatique du Congo et des services du cadastre, situé au centre-ville, précisément en diagonal de la banque chinoise, a de même fait l'objet d'une visite. L'immeuble est composé de cinq niveaux avec rez de jardin de 300 m2 servant de parking, et un espace aménagé en terrasse de banquets. Les travaux ont démarré en février 2015 et la réception provisoire du bâtiment aura lieu au troisième trimestre de l'année en cours.

Lopelle Mboussa Gassia

RÉFLEXION

Où peut conduire la dérive migratoire en Europe ?

Comme il fallait s'y attendre l'afflux des migrants vers les côtes européennes à partir de la Libye a repris ces derniers jours après une très brève accalmie. Et tout indique que les actions engagées, ou plutôt esquissées, par l'Europe pour la stopper, ou au moins la réduire, sont vouées par avance à l'échec. D'où cette question que se posent aujourd'hui nombre d'observateurs de la scène internationale : quelles conséquences, immédiates et lointaines, aura sur l'Union européenne la vague humaine qui déferle du Sud vers le Nord de la Méditerranée ?

Sans prétendre apporter des réponses complètes à une telle interrogation, nous pouvons dès à présent avancer trois idées.

La première est qu'une fêlure, voire même peut-être l'implosion de l'Union européenne, est inévitable. N'ayant su ni prévoir, ni prévenir la crise humaine que provoquerait inévitablement l'effondrement de la Libye - crise dont deux de ses principaux membres, la France et le Royaume-Uni, sont largement responsables même s'ils refusent toujours de le reconnaître - la pesante « machine » de Bruxelles est à l'évidence incapable de mettre en place les dispositifs qui pourraient freiner ou bloquer le juteux trafic criminel que constitue aujourd'hui l'acheminement des migrants africains et orientaux vers les côtes européennes. Entre les pays du Sud de l'Union européenne, qui subissent de plein fouet les conséquences de ce mouvement humain, et les pays du Nord qui en sont protégés

par la géographie se creuse de façon invisible un fossé qui tôt ou tard génèrera une crise politique que la gouvernance européenne s'avèrera incapable de gérer. Il suffit pour s'en convaincre de comparer les discours que tiennent sur le sujet, d'un côté les dirigeants espagnols, français, italiens, grecs, polonais ou roumains et de l'autre les dirigeants allemands, britanniques, hollandais, danois ou suédois.

La deuxième idée est que partout, au sein de la Vieille Europe, le démon du nationalisme refait surface à la faveur de cette crise humanitaire. Très visibles dans des pays comme l'Autriche et la Pologne où le pouvoir est désormais détenu par une droite dure qui ne dissimule pas sa volonté d'empêcher l'installation durable des migrants sur le territoire national, ce démon trace lentement mais sûrement sa route vers les pays fondateurs de l'Union européenne que sont l'Allemagne et la France. Nous en avons eu, hier, la démonstration en France lors de l'élection présidentielle qui a vu la candidate du Front national, Marine Le Pen, accéder au second tour de scrutin et nous en avons la preuve aujourd'hui en Allemagne où la Chancelière Angela Merkel a dû se battre pendant des semaines pour former un gouvernement assis lui-même sur une majorité parlementaire stable. Un double mouvement qui, soit dit en passant, est pour une large part à l'origine du Brexit, c'est-à-dire du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne.

La troisième idée est que le choc provoqué par

la combinaison des deux mouvements décrits ci-dessus a toutes les chances d'entraîner, à brève échéance, une refonte de l'Union européenne. Avec, très probablement, la reconstitution du noyau dur qui permit dans les années cinquante du siècle précédent de créer la Communauté économique européenne (CEE). Proposée par les Pères fondateurs de l'Europe, cette institution avait le grand mérite d'être homogène et surtout gérable puisqu'elle rassemblait un nombre limité de pays du Vieux continent autour d'un projet cohérent. Mais, hélas, elle a volé en éclat lorsque, profitant de l'effondrement du bloc communiste, de doux rêveurs ont décidé d'élargir à vingt-huit le nombre d'Etats membres en y incluant les pays de l'Est. Ce qui a eu comme conséquence immédiate de rendre l'Union européenne ingouvernable. Dans la situation de crise présente, le retour aux sources de l'Europe n'a rien d'utopique ni d'illusoire, surtout avec l'arrivée au pouvoir en France d'un homme comme Emmanuel Macron qui, lui, est tout sauf un doux rêveur et qui a parfaitement conscience du risque mortel que court l'Union européenne du fait de l'afflux incontrôlé et incontrôlable des migrants venus du grand Sud.

Arrêtons là cette réflexion qui ne sera certainement pas partagée par tous nos lecteurs. Mais ayons conscience que la crise dont nous vivons le début aura très probablement de lourdes, très lourdes conséquences sur l'avenir de l'Europe et pas seulement pour elle.

Jean-Paul Pigasse